

Rimouski, le 12 mars 2020

Maître Andrée Rioux
Bâtonnière du Barreau du BSLGÎM
147, boulevard Perron Ouest
New Richmond (Québec) G0C 2B0

PAR COURRIEL :
andrioux@globetrotter.net

Objet : Étude de certaines difficultés vécues au sein du Barreau de section

Madame la Bâtonnière,

La présente se veut un suivi du mandat qui m'a été confié par le conseil d'administration du Barreau du Bas-St-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de documenter certaines difficultés vécues au sein de notre section. Il m'a notamment été demandé de vérifier s'il y a pénurie d'avocat(e)s oeuvrant dans certains domaines du droit, de noter les cabinets à la recherche de professionnels du droit, d'identifier les différents médiateurs de notre section et de faire état des problématiques entourant les mandats d'aide juridique, le cas échéant.

Je vous expose le résultat de mes vérifications ici-bas, pour les principales régions de notre district judiciaire. Le terme « avocat » désigne les avocates et avocats de notre district et l'utilisation du masculin est faite uniquement pour alléger le texte.

Je souhaite préciser que je me suis entretenue avec plusieurs avocats de notre district judiciaire, mais que je n'ai pas été en mesure de discuter avec tous nos collègues. La présente lettre expose donc un portrait général de la situation.

Rimouski

J'ai discuté avec certains avocats qui m'ont indiqué qu'il y a un manque plutôt urgent d'avocats oeuvrant en protection de la jeunesse et en droit familial, dans la ville de Rimouski. À cet égard, certains départs (retraites, départs de la région, changements de carrière, etc.) n'ont pas été remplacés. Certains cabinets ont également des projets d'expansion et/ou d'embauche, qui ne sont toutefois pas possibles à l'heure actuelle, faute d'obtenir de nouvelles candidatures.

Un manque d'avocats a également été observé en droit administratif et en droit du travail. Il semblerait que peu d'avocats de Rimouski acceptent de représenter des salariés devant les instances judiciaires.

La situation est également complexe en ce qui concerne les mandats d'aide juridique. Peu d'avocats en pratique privée acceptent de tels mandats et la fermeture imminente d'un cabinet (Guay Côté avocats), qui prenait beaucoup de mandats de cette nature, se fera nécessairement ressentir dans notre district.

Il arrive d'ailleurs que certains cabinets se retrouvent en situation de conflit d'intérêts, ce qui occasionne que certains clients potentiels doivent parfois se faire

représenter par un avocat d'une autre ville (généralement Rivière-du-Loup ou Matane, mais parfois même Québec).

Je n'ai pas été informée de problématiques importantes en droit criminel à Rimouski, si ce n'est que certains termes de cour sont parfois fixés en même temps, parmi les villes de notre district. Cette situation fait en sorte que certains avocats, qui se déplacent dans les différents palais de justice, se retrouvent donc dans l'obligation de demander des remises, ne pouvant être à deux endroits au même moment.

On m'indique également qu'une baisse a été observée au niveau des avocats généralistes qui pratiquent aussi en droit criminel. Le droit criminel est un droit qui est devenu plus complexe au fil des ans, ce qui implique que certains avocats, qui avaient une pratique plus généraliste, ont préféré cesser de pratiquer dans ce domaine. Une baisse du nombre de dossiers judiciairisés en droit criminel a également été constatée, car moins de dossiers sont autorisés à la cour.

J'ai pu discuter avec les avocats de certains cabinets, qui m'ont précisé les informations suivantes :

- Cain Lamarre (Rimouski) : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée, à l'exception du droit criminel. Le cabinet ne cherche pas activement à recruter de nouveaux avocats pour l'instant, bien qu'il y ait des besoins en litige. Le cabinet ne prend généralement pas de mandats d'aide juridique, à l'exception de quelques mandats en protection de la jeunesse, pour la représentation d'enfants. Ils sont toujours ouverts à recevoir les candidatures d'étudiants et stagiaires, selon les disponibilités.
- Avocats BSL : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée, à l'exception du droit criminel. Un poste d'avocat généraliste a été récemment affiché. Le cabinet ne prend généralement pas de mandats d'aide juridique, à l'exception du Service d'aide à l'homologation des ententes (SAH). Ils n'entendent pas pour le moment accepter des mandats en protection de la jeunesse, suivant le départ de Me Céline Nadeau. Ils sont toujours ouverts à recevoir les candidatures d'étudiants et stagiaires, selon les disponibilités. Le cabinet accepte certains mandats en droit du travail, pour la représentation d'employés ou d'employeurs. Me Julie Lechasseur est médiatrice familiale accréditée et elle accepte uniquement les mandats privés.
- Desaulniers Bérubé avocats : Le cabinet consacre sa pratique au droit pénal et criminel. Le cabinet ne recherche pas à recruter de nouveaux avocats dans l'immédiat. Ils sont toutefois ouverts à recevoir la candidature d'étudiants et de stagiaires. Le cabinet n'acceptera plus les mandats d'aide juridique à compter d'avril 2020.
- NR avocats : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée, à l'exception du droit criminel. Le cabinet a un projet d'expansion et cherche à recruter de nouveaux avocats (idéalement 1 avocat à Rimouski et 2 avocats à Rivière-du-Loup), œuvrant dans des domaines du droit variés. Le cabinet ne prend généralement pas de mandats d'aide juridique. Le cabinet ne prend pas vraiment de nouvelles candidatures pour des étudiants et stagiaires. Me Guillaume Michaud est médiateur accrédité (sauf en droit familial).

- Guay Côté avocats : j'ai pu discuter avec Me Richard Guay, qui m'a confirmé la fermeture du cabinet à la fin avril 2020. L'étude Guay Côté acceptait beaucoup de mandats d'aide juridique, notamment en droit familial, en protection de la jeunesse, en droit administratif et en droit criminel. La fermeture de leur cabinet aura probablement un impact dans la région.
- Bureau d'aide juridique de Rimouski : Le bureau offre ses services dans la majorité des domaines du droit. L'aide juridique embauche généralement des stagiaires à chaque année (environ 2 à Rimouski et 2 autres pour Rivière-du-Loup, Matane, Amqui ou en Gaspésie).
- Me Bruno-Gabriel Vargas : Me Vargas consacre sa pratique au droit criminel, familial et en protection de la jeunesse. Il accepte les mandats d'aide juridique. Il n'offre pas de stages du barreau ou d'emplois étudiants.
- Me Maryse Beaulieu : Me Beaulieu consacre sa pratique au droit criminel et en protection de la jeunesse. Elle accepte les mandats d'aide juridique. Elle n'offre pas de stages du barreau ou d'emplois étudiants.
- Me Marina Chidiac : Me Chidiac consacre sa pratique au droit familial et en protection de la jeunesse. Elle accepte les mandats d'aide juridique. Elle n'offre pas de stages du barreau ou d'emplois étudiants.

Rivière-du-Loup

La situation semble assez sous contrôle à Rivière-du-Loup pour le moment. Tous les domaines du droit sont généralement couverts par des avocats de la région, mais également par des avocats de l'extérieur qui s'y déplacent.

Toutefois, la situation risque de se complexifier en droit familial, car certains avocats ont pris la décision récente de ne plus accepter de mandats d'aide juridique dans ce secteur du droit.

J'ai été également informée qu'il y a certains besoins en droit criminel, considérant que des départs à la retraite ou autres n'ont pas été remplacés.

J'ai pu discuter avec les avocats de certains cabinets, qui m'ont précisé les informations suivantes :

- Cain Lamarre (Rivière-du-Loup) : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée, à l'exception du droit criminel. Le cabinet ne cherche pas activement à recruter de nouveaux avocats pour l'instant, bien qu'il y ait des besoins en litige. Le cabinet ne prend généralement pas de mandats d'aide juridique, à l'exception de quelques mandats en protection de la jeunesse, pour la représentation d'enfants. Ils sont toujours ouverts à recevoir les candidatures d'étudiants et stagiaires, selon les disponibilités.
- Dubé Dion avocats : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée, à l'exception du droit criminel. Le cabinet n'entend pas recruter d'autres avocats pour le moment. Ils ont de l'ouverture à engager éventuellement des étudiants et stagiaires, mais pas dans l'immédiat. Le cabinet ne prend généralement pas de

mandats d'aide juridique, à l'exception de quelques mandats en protection de la jeunesse, pour la représentation d'enfants.

- Castonguay Société d'avocats inc. : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée. Le cabinet ne cherche pas à recruter de nouveaux avocats pour l'instant. Ils sont toutefois ouverts à recevoir les candidatures d'étudiants et stagiaires. Me Guillaume Castonguay est médiateur familial accrédité. Le cabinet accepte les mandats d'aide juridique dans certains secteurs du droit.
- Bureau d'aide juridique de Rivière-du-Loup : Le bureau offre ses services dans la majorité des domaines du droit. L'aide juridique embauche généralement des stagiaires à chaque année (environ 2 à Rimouski et 2 autres pour Rivière-du-Loup, Matane, Amqui ou en Gaspésie).
- Me Martine Jalbert : Me Jalbert consacre sa pratique au droit familial et en protection de la jeunesse. Elle prend des mandats d'aide juridique en protection de la jeunesse uniquement. Elle n'offre pas de stages du barreau ou d'emplois étudiants.
- Me Sylvie D'Amours : Me D'Amours consacre sa pratique au droit criminel, familial et en protection de la jeunesse. Me D'Amours prend des mandats d'aide juridique en droit criminel, protection de la jeunesse et en droit familial, à l'exception des dossiers de divorce. Elle n'offre pas de stages du barreau ou d'emplois étudiants.
- Moreau Avocats : le cabinet n'accepte pas les mandats d'aide juridique. Ils n'entendent pas engager d'étudiants ou de stagiaire.

La Pocatière

La situation semble assez sous contrôle à La Pocatière pour le moment. Il ne manque pas d'avocats dans cette région et s'il y a présence de conflits d'intérêts, les clients seront généralement référés à un autre cabinet, à Rivière-du-Loup.

J'ai pu m'entretenir avec un avocat du secteur, qui m'indique ce qui suit :

- BTLP Avocats : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée. Le cabinet est intéressé à recevoir les candidatures d'étudiants et de stagiaires, selon la demande. Me Michelle-Chantal Bouffard est médiatrice familiale accréditée. Le cabinet accepte certains mandats en droit du travail, autant pour les employeurs que les employés. Ils prennent également des mandats d'aide juridique en droit criminel, protection de la jeunesse et en droit familial, à l'exception des dossiers de divorce.

Amqui

J'ai discuté avec certains avocats du secteur qui me confirment que les citoyens d'Amqui ont souvent recours à des avocats de Rimouski ou de Matane, pour représenter leurs intérêts, lorsqu'ils ne sont pas admissibles à l'aide juridique.

Il ne semble pas y avoir de problématiques particulières à Amqui, peu importe le domaine du droit.

On m'a informée que Me Joanie Langlois est médiatrice familiale accréditée.

J'ai pu m'entretenir avec une avocate du secteur, qui m'indique ce qui suit :

- Cavanagh & Lacroix avocats (Amqui) : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée. Le cabinet accepte les mandats d'aide juridique et ils sont ouverts à recevoir les candidatures d'étudiants et de stagiaires.

Matane

La situation semble actuellement sous contrôle à Matane. Toutefois, il est observé que certaines retraites sont à venir et qu'il y a peu de relève pour le moment dans cette région.

Certains avocats de Matane sont appelés à se déplacer en Gaspésie, dans la vallée de la Matapédia ou encore à Rimouski, pour des mandats en protection de la jeunesse et en droit administratif.

Lorsqu'il y a présence de conflits d'intérêts à Matane, les clients sont généralement redirigés vers des cabinets de Rimouski.

Il manque parfois d'avocats en protection de la jeunesse dans ce secteur.

J'ai pu m'entretenir avec une avocate de Matane, qui m'indique ce qui suit :

- Tremblay & Tremblay avocats : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée. Le cabinet est à la recherche d'un avocat généraliste. Ils sont également ouverts à recevoir la candidature d'étudiants et de stagiaires. Le cabinet ne prend généralement pas de mandats d'aide juridique, à l'exception de mandats en droit familial et en protection de la jeunesse, pour la représentation d'enfants.

Gaspésie

Certains avocats pratiquant dans le secteur m'indiquent que la situation n'est pas si alarmiste en Gaspésie, bien que certaines problématiques se fassent ressentir. Il y a eu certains départs d'avocats seniors au cours des dernières années, mais ces avocats ont été remplacés par l'arrivée de jeunes avocats, qui ont moins d'expérience.

Par contre, lors de mes vérifications, j'ai été informée qu'il manque d'avocats pratiquant en protection de la jeunesse à New Carlisle et Sainte-Anne-des-Monts. Des avocats de l'extérieur doivent se déplacer pour pallier à ce manque.

On m'a également avisée que la demande est présente pour des avocats bilingues dans le secteur de New Carlisle et de Percé, pour desservir une clientèle anglophone, principalement en droit criminel.

Par ailleurs, peu d'avocats acceptent de prendre des mandats juridique en droit criminel à Gaspé et Bonaventure.

Il peut également arriver que des avocats de l'extérieur se déplacent en Gaspésie, pour accepter des mandats, en raison de conflits d'intérêt parmi les avocats pratiquant à cet endroit ou en raison du fait qu'ils ne prennent pas de mandats d'aide juridique (divers secteurs du droit).

On m'a informée que Me Marlène Ferguson (Gaspé) et Me Danny Genois (New Richmond) sont médiateurs familiaux accrédités.

J'ai pu discuter avec les avocats de certains cabinets, qui m'ont précisé les informations suivantes en ce qui les concerne :

- Cavanagh & Lacroix (Gaspé) : le cabinet offre une pratique du droit diversifiée. Le cabinet envisage engager un avocat pour son nouveau bureau à Gaspé. Ils sont également ouverts à recevoir les candidatures d'étudiants et de stagiaires. Ils acceptent les mandats d'aide juridique, dans certains domaines du droit.
- Gagnon & Claveau : le cabinet accepte les mandats d'aide juridique.

J'ai également reçu les informations suivantes de Me Isabelle Gagnon (Gagnon & Claveau), en ce qui concerne plus particulièrement les avocats pratiquant de Carleton à Chandler :

- Me Ariane Cayer, Carleton : droit criminel surtout et protection de la jeunesse, bilingue, accepte les mandats d'aide juridique
- Me Béatrice Arsenault, Carleton : droit familial surtout, accepte les mandats d'aide juridique
- Me Michel Lacroix, Carleton : droit civil
- Me Danny Genois, New Richmond : droit familial, civil, protection de la jeunesse, accepte les mandats d'aide juridique, médiateur familial - il fait maximum 0 dossiers par année, pas de demande en ce sens
- Me Nérée Cormier, New Richmond : droit familial, civil
- Me Alexis Deschênes, New Richmond : droit familial, civil, bureau d'aide juridique, bilingue
- Me Richard Lavigne, New Richmond : droit criminel, bureau d'aide juridique
- Me Isabelle Gagnon, Bonaventure : droit civil, administratif, protection de la jeunesse, accepte les mandats d'aide juridique en protection de la jeunesse seulement, bilingue
- Me Ann-Chloé Boudreau, Bonaventure : droit familial, protection de la jeunesse, accepte les mandats d'aide juridique, bilingue
- Me William Assels, New Carlisle : droit civil, familial, criminel

- Me Joanie Bujold, New Carlisle: droit civil, familial, criminel
- Me Jules Grenier, New Carlisle: droit civil, familial, criminel, protection de la jeunesse, accepte les mandats d'aide juridique, bilingue
- Yves Desbiens, Chandler: droit criminel, accepte les mandats d'aide juridique

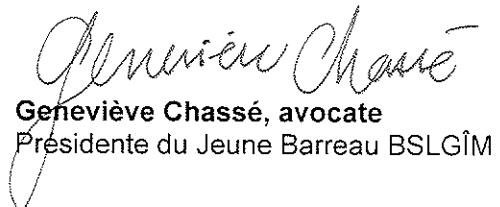
Îles-de-la-Madeleine

Peu d'avocats ont établi leur pratique aux îles-de-la-Madeleine. Le secteur est donc desservi par le bureau d'aide juridique ou par des avocats de l'extérieur qui s'y déplacent. Les citoyens des îles peuvent parfois avoir de la difficulté à trouver un avocat, en raison de conflits d'intérêts.

Enfin, je joins à la présente lettre une liste des avocats inscrits au *Bottin des avocats* dans notre Barreau de section, pour vous permettre d'avoir un portrait plus global de la situation.

Espérant le tout conforme, je vous prie de recevoir, Madame la Bâtonnière, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

GC/


Geneviève Chassé, avocate
Présidente du Jeune Barreau BSLGÎM